



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 13 janvier 2010

CONTENU

Politique commerciale américaine

<i>Résumé des initiatives commerciales américaines en 2009</i>	1
<i>La révision de la politique sur les traités d'investissements bilatéraux tire à sa fin</i>	2

Relations commerciales

<i>Le Sénat renouvelle les programmes de SGP et l'ATPDEA in extremis</i>	3
--	---

<i>Études économiques et articles connexes</i>	4
--	---

Politique commerciale américaine

Résumé des initiatives commerciales américaines en 2009

Malgré la publication par la Maison-Blanche le 1^{er} mars 2009 d'un document stipulant les objectifs généraux de la politique commerciale américaine (voir la *Chronique commerciale américaine* du 10 mars 2009), l'Administration Obama n'a toujours pas précisé clairement ses intentions en la matière. Elle priorise de toute évidence un agenda législatif se concentrant sur des politiques intérieures comme la réforme du système de santé et la gestion de la crise économique. Conséquemment, les accords de libre-échange (ALE) bilatéraux avec la Colombie, le Panama et la Corée du Sud, négociés par l'Administration Bush, n'ont toujours pas été soumis au Congrès.

Deux initiatives marquantes ont rendu ce portrait mitigé. La première est la participation de l'Administration américaine aux négociations sur l'Accord de libre-échange Trans-Pacifique (TPP) (voir les *Chroniques commerciales américaines* du 4 août et du 15 décembre 2009). Le TPP, une fois entériné, pourrait créer un réseau commercial libre-échangiste entre le Chili, Singapour, le Sultanat du Brunei, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Pérou. Le Vietnam, actuellement « observateur » dans les négociations, pourrait aussi se joindre au groupe. La deuxième initiative marquante est la participation de Washington aux discussions sur l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC) (voir la *Chronique commerciale américaine* du 10 novembre 2009). L'ACAC, qui tente de renforcer et d'harmoniser les règles sur la propriété intellectuelle entre les États-Unis, l'Union européenne, le Canada, l'Australie, la Corée du Sud, les Émirats arabes unis, le Japon, la Jordanie, le Maroc, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, Singapour et la Suisse, soulève la controverse, puisqu'il oppose les intérêts de l'industrie médiatique à celle des fournisseurs d'accès Internet et que les négociations sont essentiellement tenues secrètes.

Durant la campagne électorale de 2008, Barack Obama a tenté de se démarquer du camp républicain en proposant la révision des modèles d'ALE, voire même une révision des accords en vigueur afin d'y inclure systématiquement des règles plus strictes concernant les normes du travail et celles environnementales. Bien que le président américain ait fortement tempéré son discours suite à son entrée en fonction, cette tendance s'est malgré tout traduite dans certaines politiques de l'Administration. Les dispositions « buy american » incluses dans le plan de relance américain en sont un bon exemple (voir notamment les *Chroniques commerciales américaines* du 8 juin et du 1^{er} septembre 2009). L'imposition de mesures de sauvegarde le 11 septembre 2009, suite à une plainte déposée par la United Steelworkers Union (USW) en rapport avec la section 421 de la loi américaine Trade Act of 1974, auprès de la Commission internationale sur le commerce



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 13 janvier 2010

(ITC), tranche avec le refus de l'Administration précédente d'imposer des tarifs dans des cas similaires. Rappelons que ces mesures de sauvegardes, mises en place afin de protéger l'industrie manufacturière de pneus aux États-Unis des importations chinoises en la matière, imposent des tarifs à l'importation décroissants durant les trois prochaines années (voir la *Chronique commerciale américaine* du 15 septembre 2009).

Des initiatives commerciales de la part des élus démocrates ont souvent devancé la volonté, voire gêné l'Administration Obama. Le projet de loi (S. 1631), la *Customs Facilitation and Trade Enforcement Reauthorization Act of 2009* déposé le 6 août par le président du Comité sénatorial pour les Finances, Max Baucus (D-MT), ainsi que l'un de ses « membres haut placés », Chuck Grassley (R-IA), vise à augmenter la capacité de surveillance et de contrôle des importations ainsi qu'à interdire l'importation de produits issus de l'esclavage ou du travail des enfants (voir la *Chronique commerciale américaine* du 11 août 2009). Le projet de loi intitulée Trade Reform, Accountability, Development and Employment Act (TRADE), proposé par Mike Michaud (D-ME), exige qu'aucun accord de libre-échange ne soit entériné (en référence aux Accords de libre-échange États-Unis/Colombie, États-Unis/Panama et États-



Sen. Max Baucus

« *An important element of moving Doha forward will be for key Members to begin a sustained bilateral engagement [...] »*

– Carol Guthrie (porte-parole),
Communiqué de presse du
USTR, 18 septembre 2009.

Unis/Corée du Sud actuellement en attente d'un vote au Congrès) sans que les questions des normes du travail, de la violence sociale, de l'asymétrie commerciale dans le secteur de l'automobile, de la dérégulation des services financiers, de l'évasion fiscale, de la santé publique et de la protection de l'environnement ne reçoivent l'attention qu'ils méritent. Ce projet de loi va même jusqu'à forcer l'Administration à renégocier les ALE actuellement en vigueur. Bien qu'il ait très peu de chance d'être soumis au vote, ce projet de loi a récemment acquis l'appui d'une majorité d'élus démocrates au sein de la chambre des représentants (voir les *Chroniques commerciales américaines* du 29 juin et du 25 août 2009). Les discussions multilatérales entourant le Cycle de Doha sont au point mort et rien ne laisse présager une conclusion à court terme des négociations. Le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a ouvertement adopté une approche bilatérale à la pièce afin de

trouver des solutions aux points encore en litige (voir la *Chronique commerciale américaine* du 8 décembre 2009). Aucune directive précise n'a émané de la Maison-Blanche afin de préciser l'étendue des concessions ou des attentes de l'Administration américaine dans ces conditions.

Pour lire le rapport annuel de l'USTR, voir : <http://www.ustr.gov/2009review>

Sources : Jutta Hennig, « Trade Insider: A Year In Review And A Preview Of 2010 », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 1 - January 8, 2010, p. 11-13. USTR, « USTR Statement at Close of Senior Officials' Meeting in Geneva », Press office, 18 septembre 2009. [En ligne] : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2009/september/ustr-statement-close-senior-officials-meeting-ge>. Éditorial, « Majority Of Democrats Support Michaud Bill To Overhaul Trade Policy », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 50 - December 25, 2009, p. 7.

La révision de la politique sur les traités d'investissements bilatéraux (TBI) tire à sa fin

Des responsables du bureau du Représentant américain pour le commerce (USTR) ont indiqué que le processus de révision des traités d'investissements bilatéraux (TBI/BITs) serait sans doute complété avant la fin du mois de janvier 2010. Le processus de révision avait été entamé en mars 2009 lors de l'annonce des grandes lignes de la politique commerciale de la nouvelle Administration américaine (voir la *Chronique commerciale américaine* du 10 mars 2009). Les discussions techniques interministérielles entre les fonctionnaires de l'USTR, du département d'État, du département du Commerce et du Secrétariat du Trésor étant complétées, il ne manque



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 13 janvier 2010

plus que l'approbation des sous-secrétaires responsables de ces dossiers. Cependant, la nomination de certains d'entre eux avait été rejetée ou reportée lors de leur entrée en fonction. La confirmation de Miriam Sapiro le 4 janvier dernier au poste d'adjointe au USTR et la nomination prévue de Lael Brainard au poste de sous-secrétaire du Trésor aux affaires internationales devrait enfin réunir les responsables des quatre agences gouvernementales et mettre fin au processus de révision technique des TBI.

La conclusion du processus politique dépendra ensuite de la volonté de l'Administration Obama de s'attaquer à cet enjeu épineux. Deux camps aux opinions très tranchées s'opposent sur cette question. D'un côté, les groupes environnementaux et les syndicats ont milité pour une révision du modèle des TBI qui accentuerait les responsabilités environnementales et les obligations des partenaires concernant les normes du travail au détriment de la protection des investisseurs. De l'autre côté, les groupes d'intérêts industriels et commerciaux ont émis de sérieuses réserves quant à l'accroissement des responsabilités environnementales ou en matière d'emploi qui pourrait nuire à la compétitivité des investisseurs américains. L'Administration risque cependant de laisser de côté cet enjeu tant que la réforme de la santé ne sera pas complétée.

Source : Scott Otteman, « USTR, State Seek Rapid Conclusion To Review of U.S. Investment Policy », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 1 - January 8, 2010, p. 4.

Relations commerciales

Le Sénat renouvelle les programmes de SGP et l'ATPDEA in extremis.

Le 22 décembre dernier, le Sénat a finalement entériné le projet de loi visant à renouveler pour un an les programmes de *Système généralisé de préférence (SGP)* et *l'Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act (ATPDEA)*, qui arrivaient tous deux à échéance le 31 décembre 2009. Le programme de SGP, en place depuis l'entrée en vigueur de la loi américaine Trade Act of 1974, vise à promouvoir l'accès au marché américain pour les exportateurs des États sous-développés, alors que l'ATPDEA, une réforme de *l'Andean Trade Preference Act (ATPA)* de 1991 en vigueur depuis le 6 août 2002, élimine les tarifs douaniers sur certains produits en provenance de Bolivie, de Colombie, de l'Équateur et du Pérou en échange d'une lutte accrue de ces États envers le narcotrafic. La Bolivie, pour avoir failli à se conformer aux exigences de Washington, est officiellement exclue du programme depuis le 30 juin 2009 et n'y a toujours pas été réintégrée (voir la *Chronique commerciale américaine* du 7 juillet 2009). Le projet de loi a fait l'objet de multiples tentatives d'obstructions, tant à la Chambre des Représentants qu'au Sénat. Le Représentant Dave Camp (R-MI), « membre haut placé » du Comité des Voies et Moyens de la Chambre basse, souhaitait imposer une période de probation de 6 mois à l'Équateur suite à des soupçons d'ingérence politique dans l'affaire judiciaire opposant le gouvernement équatorien à la pétrolière américaine Chevron. Rappelons que Chevron et l'Association nationale des manufacturiers (NAM) sont les leaders d'une intense campagne de lobbying afin de mettre fin aux privilèges de l'Équateur sous le programme ATPDEA. L'obstruction de Camp n'a finalement pas eu d'effet puisque le Comité des Voies et Moyens est parvenu à un consensus bipartisan le 14 décembre dernier, alors que Chuck Grassley (R-IA), membre influent du Comité sénatorial pour les Finances, a fait pression pour que le projet de loi réduise l'extension de ces programmes d'une période initiale de deux ans à un an. Aussitôt déposé au Sénat, le projet a fait l'objet coup sur coup d'opposition de la part de la Sénatrice Olympia Snowe (R-ME) ainsi que des Sénateurs Jeff



Sen. Olympia Snowe



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 13 janvier 2010

Sessions (R-AL) et Frank Lautenberg (D-NJ). Alors que Sessions et Lautenberg ont obtenu des concessions mineures concernant le SGP et un cas sans lien direct avec le projet de loi concernant une affaire judiciaire au Brésil, la Sénatrice Snowe a obtenu du président du Comité sénatorial pour les Finances, Max Baucus (D-MT), d'entamer des discussions quant à la création d'un nouveau poste d'assistant au Représentant américain pour le commerce. Baucus avait pourtant exprimé des réticences à ce sujet par le passé. Le nouveau poste aurait pour fonction de représenter les intérêts des petites et moyennes entreprises (PME) auprès de l'USTR.

Sources : Jamie Strawbridge, « Senate Passes GSP, ATPDEA Extensions After Lautenberg Lifts Hold », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 50 - December 25, 2009, p. 1. Jamie Strawbridge, « Ecuador Emerges As Sticking Point In Talks On Preferences Extension », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 48 - December 25, 2009, p. 2. Daily News, « Ecuador Emerges As Sticking Point In Talks On Preferences Extension », *Inside US Trade*, December 14, 2009.

Études économiques et articles connexes

Bilaterals, « L'Asie inaugure la plus grande zone de libre-échange du monde », *Bilaterals.org*, 1^{er} janvier 2010. [En ligne] : http://www.bilaterals.org/article.php?id_article=16561&lang=en

USTR, *2009 Report to Congress On China's WTO Compliance*, USTR, décembre 2009, 107 p. [En ligne]: http://www.ustr.gov/webfm_send/1572

Aaditya Mattoo, Arvind Subramanian, Dominique van der Mensbrugghe et Jianwu He, « Reconciling Climate Change and Trade Policy », Washington D.C.: Peterson Institute Working paper 09-15, décembre 2009, 48 p. [En ligne]: <http://www.piie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1449>

Hans Nichols and Ryan Donmoyer, « Obama Plans to Raise \$120 Billion From Banking Fees », *Bloomberg News*, 12 janvier 2010. [En ligne]: <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601087&sid=aJbZTpTXDDRo&pos=2>

Courtney Schlisserman, « U.S. Economy: Trade Gap Grows as Oil Prices Jump; Exports Climb », *Bloomberg News*, 12 janvier 2010. [En ligne]: <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601068&sid=aVlp2kGQC3Dw>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais et Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

